CHANTIER

RAPPORT ANNUEL 14 15

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

MISSION

Le Chantier de l'économie sociale vise la construction d'une économie plurielle qui a pour finalité le rendement à la communauté et la défense du bien commun directement liée aux besoins et aux aspirations des collectivités. Les entreprises d'économie sociale assurent le contrôle collectif et pérennisent la vitalité économique, sociale et culturelle des communautés.

La mission du Chantier de l'économie sociale est de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de l'économie plurielle du Québec et ce faisant, de participer à la démocratisation de l'économie ainsi qu'à l'émergence de ce modèle de développement basé sur des valeurs de solidarité, d'équité et de transparence.

02 Mot du président du conseil d'administration
03 Mot de la présidente-directrice générale
05 Introduction
08 Promouvoir l'économie sociale auprès d'un ensemble de clientèles cibles
11 Renforcer la capacité et la cohérence du mouvement
15 Consolider et créer, au besoin, des outils de développement
19 Consolider la reconnaissance institutionnelle de l'économie sociale

Annexes

22 Le conseil d'administration
23 L'équipe de travail

MOT DU PRÉSIDENT

L'année 2014-2015 marquera un autre jalon dans l'histoire du Chantier de l'économie sociale. Nous traversons une période de bouleversements sans précédent dans notre jeune parcours au moment où l'ensemble des dispositifs de développement local et régional sont abolis ou vivent des transformations profondes sous le signe de l'austérité. Ce grand chambardement avait marqué notre assemblée générale de l'an dernier alors que les membres avaient exprimés leurs inquiétudes et leurs préoccupations. Dans ce contexte, le Chantier a tenté d'agir en fonction de sa mission et de la vision qu'il porte : Promouvoir l'économie sociale et mettre en place des conditions contribuant à construire un nouveau modèle de développement. Alors que des acquis fondamentaux sont remis en cause, il n'est pas simple de garder le cap en soutenant nos membres dans une mission aussi vaste.

Les efforts de la dernière année n'ont certes pas permis de contrer les réformes que le gouvernement du Québec a choisi de mener. Nous avons cependant contribué très activement à l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en économie sociale qui a été dévoilé en mai dernier. Ce plan permet d'appuyer les projets des entreprises tant sur le plan sectoriel que sur le financement et la concertation régionale.

Dresser un bilan de l'année est un exercice parfois périlleux. Je laisserai ce soin à Nancy Neamtan qui le fera une dernière fois en qualité de directrice générale. Elle a dirigé l'équipe du Chantier avec l'ardeur, la compétence et la vision qu'on lui connaît et lui reconnaît ! Nous devons saluer sa bienveillance envers l'organisation qu'elle a fondée. En se préoccupant depuis déjà deux ans de la transition vers une nouvelle direction générale, elle a encore une fois contribué à la pérennité de ce vaste Chantier ouvert autour de 1996 et qui n'a pas fini d'être un carrefour de collaboration et d'innovation pour la construction d'une économie plus juste, humaine et solidaire.

Nancy Neamtan aura été et sera toujours une bâtisseuse. Elle a mis ses qualités de développeuse et sa capacité à mobiliser au service de l'économie sociale depuis belle lurette. Pour moi, elle est devenue une amie très chère et une collaboratrice infatigable malgré les années. Elle continuera à servir l'économie sociale au sein du Chantier à titre de conseillère stratégique, réduisant (ce qui reste à prouver!) ses heures de travail et consacrant ses énergies à des dossiers qui la passionnent particulièrement. Au nom du conseil d'administration et en mon nom personnel, je veux la remercier pour tout ce qu'elle a accompli et ce qu'elle a donné d'elle-même.

Pour la première fois, le conseil d'administration a eu la tâche de procéder à l'embauche d'une nouvelle direction générale. Nous avons abordé cette tâche avec une rigueur et une ouverture dont je ne suis pas peu fier. Je tiens à saluer le travail des membres du comité de sélection et, plus particulièrement, celui de Katerine Roy, première vice-présidente, qui a joué un rôle de premier plan dans cet exercice. La candidature de Jean-Martin Aussant s'est imposée comme un choix d'avenir pour le Chantier. Non seulement il jouit d'une notoriété impressionnante et d'une solide réputation dans le secteur de l'économie et de la finance, mais son parcours témoigne d'une grande intégrité et de valeurs sociales profondément ancrées. Sensible tant au développement des régions que de la métropole, Jean-Martin aura à porter un plan stratégique de développement ambitieux.

Comme organisation, le Chantier dispose d'une grande richesse. Elle réside principalement dans une vie associative riche, dans une mission rassembleuse, un conseil d'administration dévoué, un comité exécutif engagé et une équipe d'une qualité exceptionnelle. Le Chantier, ce sont des personnes - des femmes et des hommes - qui portent un idéal et qui s'activent chaque jour à le concrétiser. Je veux vous remercier d'y participer!

Le président,

Patrick Duguay

MOT DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

C'est avec un petit pincement au cœur que je m'adresse à nos membres pour la dernière fois en tant que PDG du Chantier de l'économie sociale. Je profite donc de l'occasion pour tracer un bref bilan non seulement de la dernière année mais de l'ensemble de mon passage à la direction de cette organisation qui m'est si chère. Comme le rapport annuel le démontre, et malgré un contexte difficile, nous avons continué cette année, comme par le passé, à faire preuve de créativité et d'esprit d'innovation dans la poursuite de notre mission.

Un petit rappel historique

D'emblée, faire le bilan exige un petit rappel historique. Quel chemin parcouru depuis le jour où je me suis retrouvée, d'une manière tout à fait inattendue, présidente d'un groupe de travail sur l'économie sociale en préparation du Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996. Le concept même d'économie sociale ou solidaire était peu connu à l'époque. Mais, aussitôt que nous avons pu tracer ses paramètres, nous avons été en mesure de constater que nos collectivités à travers le Québec regorgeaient déjà de nombreuses initiatives collectives au cœur de l'économie. Sous ce concept fédérateur et avec le soutien et la collaboration de gens d'une vaste diversité de milieux, nous avons imaginé et proposé un ensemble de nouvelles initiatives répondant à des besoins réels et créatrices d'emplois qui, aujourd'hui, sont devenues des fleurons de l'économie sociale au Québec. Quel travail colossal avons-nous mené ensemble depuis 1996 ! Ainsi, d'un groupe de travail ad hoc, le Chantier est devenu une organisation reconnue, au carrefour d'un mouvement où se croisent et se concertent une diversité d'entreprises collectives, d'individus, de réseaux sectoriels, de pôles régionaux, d'organisations de développement local, de mouvements sociaux, d'organisations des Premières Nations, de groupes de jeunes, de chercheurs, d'institutions d'enseignement et bien d'autres.

Avec notre soutien, ou parfois à notre initiative, s'est créée une grande diversité de puissants outils pour le développement de l'économie sociale : le Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et de l'action communautaire (1998) qui répond aux défis du développement de la main-d'œuvre dans toutes ses dimensions, le Réseau d'investissement social du Québec-RISQ (1997) qui a prouvé hors de tout doute la pertinence et la possibilité d'investir dans les entreprises collectives, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale (2007) qui a marié avec succès deux concepts reconnus plutôt comme incompatibles, celui du capital et celui de la patience, Commerce Solidaire (2011) qui rend enfin possible notre capacité de commercer solidairement de manière structurée et innovatrice et le RELIESS (2012), notre porte ouverte sur l'économie sociale et solidaire à travers le monde et la porte d'entrée pour ceux d'ailleurs qui souhaitent mieux nous connaître. Plus récemment, nous avons également contribué très activement à la création de l'organisme de liaison et de transfert en innovation sociale Territoires innovants en économie sociale et solidaire - TIESS, qui nous donne des ailes et une capacité de développement encore plus forte. Avec le TIESS, on se dote d'un outil privilégié pour partager avec un ensemble de partenaires cette immense intelligence collective qui constitue la plus grande force du mouvement de l'économie sociale au Québec.

Depuis ses débuts, le Chantier a également puisé dans les expériences hors Québec pour s'en inspirer et en tirer des leçons. Nous avons été témoin de l'émergence d'un mouvement planétaire en faveur de l'économie sociale et solidaire dont les retombées trouvent écho aujourd'hui dans les instances internationales comme les Nations Unies et l'Union européenne. La contribution du Chantier à la construction de ce mouvement, dont l'ampleur s'est illustrée lors du Forum international de l'économie sociale et solidaire que nous avons organisé à Montréal en 2011, fait partie de mes plus grandes fiertés.

D'un comité ad hoc à un interlocuteur reconnu dans une Loi de l'Assemblée nationale

Dès le Sommet de 1996, l'enjeu de la reconnaissance de cette forme d'économie a été au cœur de nos préoccupations. Il fallait trop souvent (et il le faut encore) ramer à contre-courant pour faire reconnaître la pluralité de notre économie ainsi que la possibilité et la pertinence d'entreprendre autrement. En octobre 2014, l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée nationale de la Loi sur l'économie sociale a constitué une étape de plus dans le développement de l'économie sociale au Québec. Une loi qui impose au gouvernement une série d'obligations et crée des conditions pour un dialogue en continu avec l'État autour de la production et la consolidation de politiques publiques favorables à l'entrepreneuriat collectif. Une loi qui reconnaît également le Chantier comme l'un des deux principaux interlocuteurs du gouvernement du Québec en matière d'économie sociale. Par le fait même, la Loi sur l'économie sociale nous impose des responsabilités et des devoirs qu'on se doit d'acquitter avec diligence et créativité si nous voulons demeurer fidèles à la mission que nous nous sommes donnés.

Le temps de passer le flambeau

En février 2014, j'ai lancé au conseil d'administration un défi d'une importance capitale pour toute organisation, celui de remplacer la première génération de dirigeants par la suivante. Je considérais que nous étions dans un contexte favorable pour cette transition avec une organisation en bonne santé et un mouvement en plein essor. De toute évidence, cette démarche a été couronnée de succès. La nomination de Jean-Martin Aussant comme nouveau directeur général du Chantier - une personne dont les qualités et les compétences ne laissent aucun doute - vient démontrer encore une fois la force de notre mouvement et, surtout, le potentiel énorme qu'il recèle pour contribuer au développement durable et solidaire du Québec.

Mission accomplie pour une première étape

Je tiens à réitérer à quel point ce fut un immense privilège de diriger cette organisation et de jouer un rôle de porte-parole pour ce mouvement citoyen porteur d'espoir pour l'avenir du Québec et de la planète. Et, en quelque sorte, je crois que nous pouvons collectivement nous dire « mission accomplie» pour une première étape. En 1996, nous étions conscients du défi colossal qui nous attendait, celui de donner ses lettres de noblesse à cette manière de faire du développement. Aujourd'hui, nous pouvons constater les avancées majeures, notamment avec l'adoption de la Loi sur l'économie sociale, tout en sachant à quel point il reste encore du chemin à faire. Mais nous savons également que les prochaines années seront encore plus complexes et exigeantes car nos ambitions sont plus grandes que jamais. Plus que jamais, nous avons besoin d'une organisation comme le Chantier pour rassembler le plus grand nombre en faveur de ces ambitions. Plus que jamais nous avons besoin de nous enraciner dans les territoires, assurer la participation active du plus grand nombre, faire place à la diversité des stratégies et des acteurs et mener une bataille constante pour que la démocratie dans nos entreprises et organisations soit plus qu'un concept mais une réalité quotidienne.

J'offre ma pleine collaboration dans la poursuite de cette mission. Mon rôle sera différent mais mon engagement encore aussi fort. Ce fut un honneur et un privilège d'assumer le rôle de présidente-directrice générale du Chantier pendant plus de 15 ans. Je tiens à remercier l'ensemble des membres de l'équipe et du conseil d'administration pour la confiance qu'ils m'ont accordé au cours des années.

Je tiens à remercier particulièrement Patrick Duguay, président du conseil d'administration, qui m'a épaulé et conseillé tout au long de la dernière décennie. Je remercie également l'ensemble des partenaires sur qui nous avons pu compter pendant ces années pour nous aider à aller encore plus loin dans nos projets et nos aspirations.

Au plaisir de poursuivre notre chemin ensemble,

Nancy Neamtan

INTRODUCTION

UNE ANNÉE DE GRANDS CONTRASTES !

L'année 2014-2015 en fut une de grands contrastes. Une année qui a été marquée par des reculs dans des volets fondamentaux de l'écosystème de l'économie sociale au Québec. Dans toutes les régions, les bouleversements ont été nombreux et les effets dommageables à bien des égards. Mais, en même temps, l'année a aussi été marquée par l'essor de plusieurs initiatives prometteuses et la mise en place de conditions préparatoires à une période d'expansion et de changement d'échelle dans plusieurs aspects du travail du Chantier. D'ailleurs, cette contradiction apparente n'en est pas une. Historiquement, l'économie sociale a connu ses plus grandes avancées dans des contextes de crises financières, économiques ou sociales. Ainsi, malgré le contexte difficile de cette année et à l'instar de ce qui s'est produit au moment de sa création, le Chantier a néanmoins su relever le défi de l'innovation et de la mobilisation citoyenne pour dessiner des perspectives encourageantes pour l'avenir.

Les orientations stratégiques 2014-2017, approuvées par le conseil d'administration à l'automne 2014, ont été adoptées après l'élection du gouvernement actuel. Bien que nous ayons alors tenté d'anticiper les politiques qui s'annonçaient, notre analyse n'avait pas prévu à quel point elles allaient influer sur l'ensemble de l'écosystème de soutien à l'économie sociale. Nous n'avions pas davantage prévu l'ampleur des impacts sur un bon nombre de secteurs importants tels que l'habitation et les services de garde. Au-delà de l'économie sociale, l'année aura aussi été marquée par une période de grands bouleversements dans le secteur public, dans l'ensemble du milieu associatif ainsi que dans toutes les structures de développement local et régional. Au moment de faire le bilan de l'année, il était encore difficile de mesurer les impacts réels de tous ces changements. Toutefois, une certitude pointe : les actions du gouvernement ont pris la forme d'une remise en question d'un ensemble de façons de faire qui avaient été jusqu'ici à la base du «modèle québécois», notamment la participation de la société civile aux décisions concernant le développement.

À l'instar de tous nos partenaires, le Chantier a donc dû naviguer dans des eaux troubles, avec des vagues successives de revers sur le plan des aides financières pour les entreprises et les organismes, des pertes de services et des pertes de lieux de concertation sur le plan local, régional et sectoriel ainsi que des craintes de perdre l'expertise en accompagnement.

Néanmoins, plusieurs dossiers ont avancé de manière appréciable. Soulignons notamment le lancement du Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES) qui contenait des mesures favorisant la consolidation de quelques outils et secteurs et laissait entrevoir de bonnes possibilités pour le développement des entreprises collectives au cours des prochaines années.
Ce fut également une année marquée par le renforcement de la capacité du Chantier à jouer son rôle de carrefour du mouvement, le développement de nouveaux partenariats prometteurs sur le plan institutionnel et financier, le rapprochement avec les jeunes et les organisations de jeunes et la poursuite de notre rayonnement international. Le tout sans oublier que l'année aura également été marquée par la préparation de la relève à la direction.

Globalement, malgré un contexte très contraignant, voire inquiétant, le Chantier finit donc l'année 2014-2015 avec une organisation en bonne santé et, surtout, avec une panoplie d'initiatives visant la consolidation et le développement dans tous les domaines. Ce qui constitue sans aucun doute une bonne nouvelle pour le mouvement de l'économie sociale, qui va devoir continuer à avancer malgré la perte de nombreux acquis et faire preuve d'une grande capacité d'innovation et de solidarité dans l'action pour y arriver. Considérant le rôle du Chantier au sein du mouvement et notre statut d'interlocuteur privilégié auprès de gouvernement, les faits saillants de l'année 2014-2015 nous rappellent que nous avons un devoir de résultats tangibles pour nos membres et partenaires et l'obligation de jouer un rôle actif dans la réflexion autour du modèle de développement.

Dans cet esprit, le rapport annuel 2014-2015 trace un bilan de la dernière année tout en posant les bases pour mieux orienter les actions que nous mènerons au cours des prochaines années de notre cycle de planification. Les différentes sections du rapport sont organisées en fonction de quatre des cinq orientations stratégiques. La cinquième orientation - Accroître la contribution de l'économie sociale au développement durable, notamment en matière d'environnement - n'a pas véritablement progressé cette année. Certaines démarches prometteuses nous laissent toutefois espérer que l'année prochaine permettra des avancées réelles, notamment la participation au groupe de travail du TIESS sur les ressources naturelles et la préparation d'une démarche avec le Collège de Rosemont pour outiller les entreprises dans un virage écologique.

Orientations stratégiques 2014-2017

1. Promouvoir l'économie sociale auprès d'une diversité de publics cibles
2. Renforcer la capacité et la cohérence du mouvement
3. Consolider et créer, au besoin, des instruments de développement
4. Consolider la reconnaissance institutionnelle de l'économie sociale
5. Accroître la contribution de l'économie sociale au développement durable, notamment en matière d'environnement

PROMOUVOIR

PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE SOCIALE AUPRÈS D'UN ENSEMBLE DE CLIENTÈLES CIBLES

La promotion et les communications sont au cœur de la mission du Chantier et demeurent un axe central de son travail. La nécessité de prendre un temps de réflexion et de planification a été constatée par le conseil d'administration lors de bilans précédents et l'importance de changer d'échelle dans nos communications est devenue évidente, et ce, malgré les moyens très modestes dont nous disposons.

Tout au long de l'année, nous avons donc passé en revue l'ensemble de notre travail dans ce domaine afin de se doter d'orientations et d'un plan stratégique de communications visant à tracer la voie vers ce changement d'échelle. Les résultats de ce travail sont intégrés dans la planification de la prochaine année.

Bien que cette année n'ait pas été une période de grandes avancées sur le plan de la visibilité et de la production de nouveaux outils de communication, nous avons maintenu une présence web avec le portail, le site du Chantier et les médias sociaux à un niveau similaire à celui de l'année précédente. La production de billets d'opinion sur des sujets d'actualité a débuté à l'hiver et a connu un succès prometteur sur les réseaux sociaux. La participation à des émissions de radio et la production de communiqués se sont également poursuivies.

70 811 Pages vues - Site web du Chantier

} 5 communiqués
6 billets d'opinion
4 mémoires

737 398
Pages vues - Portail Économie sociale Québec

5 401
Adeptes de la page Facebook du portail
(5 112 en 2013-2014)

3 804
Adeptes de la page Facebook du Chantier
(3 234 en 2013-2014)

3 897
Abonnés au fil Twitter du portail
(3 264 en 2013-2014)

3 887
Tweets publiés au cours de l'année

Par ailleurs, malgré cette période de planification, la visibilité de l'économie sociale s'est accrue dans des endroits plutôt inattendus. Il s'agit sans aucun doute des impacts découlant notamment de la loi-cadre et de l'institutionnalisation croissante de l'entrepreneuriat collectif. Ainsi, pour la première fois, des associations patronales (Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Manufacturiers et exportateurs du Québec, Conseil du patronat) ont intégré dans leurs discours des éléments faisant état de l'existence et même de l'importance de l'économie sociale.

Par ailleurs, la montée du discours sur l'entreprise sociale a été fulgurante, souvent au détriment de la visibilité et de la spécificité de l'entrepreneuriat collectif. « L'entreprise sociale est enfin arrivée au Québec » annonçait en première page le journal Les Affaires, comme si les entreprises à vocation sociale étaient auparavant inconnues au Québec! Cette montée d'un discours sur l'entrepreneuriat social a représenté à la fois une opportunité et un défi dans le cadre du travail auprès de la jeunesse. L'intérêt de la jeunesse québécoise pour l'entrepreneuriat social sous une forme collective ou individuelle est en pleine croissance. L'économie sociale est perçue comme une composante de cette réalité mais les opinions divergent dans les milieux jeunesse sur l'importance du caractère collectif. Ainsi, au cours de la dernière année, notre présence auprès des jeunes s'est renforcée en partie grâce à de nouveaux projets (RECODE - CHNGR, avec l'amorce du déploiement du réseau de jeunes ambassadeurs), des collaborations avec des organisations jeunesse, tels les (feus) Forums jeunesse, l'UTILE - Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant et l'Association étudiante de Concordia, la Fabrique entrepreneuriale (nouvelle organisation responsable des Coopératives jeunesse de services) et le début des collaborations avec certains autres réseaux (Carrefours jeunesse emplois, Place aux jeunes).

Les bouleversements dans les structures de développement local et régional ont rendu urgent le besoin d'expliciter la contribution de l'économie sociale au développement des territoires, un des objectifs de communication présent dans les orientations stratégiques du Chantier 2014-2017. Ce travail s'est réalisé tout le long de l'année et visait, en premier lieu, les acteurs municipaux et les autres intervenants locaux et régionaux. Pour ce faire, le Chantier s'est notamment appuyé sur le travail des pôles et a été présent dans de nombreuses activités organisées par ces derniers ou par nos réseaux membres. Sans atteindre un public très large, ce travail a culminé lors du Forum Développer ENSEMBLE nos territoires, co-organisé avec le TIESS en mai à Nicolet, et qui a réuni environ 250 personnes d'une grande diversité de réseaux et de toutes les régions du Québec.

Par ailleurs, nous avons également avancé d'une façon modeste dans l'intégration de l'économie sociale comme thématique dans les institutions d'enseignement. Devant l'absence d'ouverture à nos propositions visant l'intégration de ce thème dans les programmes scolaires de la part du ministère de l'Éducation, nous avons plutôt collaboré, directement ou par le biais du TIESS, avec des institutions d'enseignement supérieur (Cégeps Lanaudière et Ahuntsic, Université Concordia, HEC) pour appuyer les volontés exprimées de développer de nouveaux contenus pédagogiques en économie sociale.

Si nous n'avons pas posé de gestes cette année pour promouvoir l'économie sociale comme solution à la relève dans la PME - une autre priorité de nos orientations stratégiques - il est intéressant de noter que l'approche ouverte et inclusive préconisée par le Chantier depuis de nombreuses années a été reprise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE). Ainsi, le Chantier a participé aux travaux de la nouvelle Table de concertation repreneurs collectifs (TCRC) mise en place par la Direction des coopératives. Cette table regroupe des représentants syndicaux, de fonds de travailleurs, des instances municipales (UMQ, FQM) ainsi que les réseaux de l'économie sociale et de la coopération du travail. La promotion sera au cœur des travaux de ce comité.

RENFORCER

RENFORCER LA CAPACITÉ ET LA COHÉRENCE DU MOUVEMENT

Dans un contexte de grands bouleversements, cette orientation stratégique a monopolisé une grande partie des énergies du Chantier. Sur une période de quelques mois, les structures de soutien territorial au développement des entreprises ont été éliminées ou profondément transformées et amputées de la moitié de leurs ressources. Le Chantier a dû utiliser tous les moyens à sa disposition pour tenter de **préserver les conditions minimales de soutien** et pour débuter la **reconstruction d'un nouvel écosystème de soutien à l'entrepreneuriat collectif**.

Ainsi, tout au long de l'année, le Chantier est intervenu à de nombreuses reprises pour tenter de sauver le maximum d'acquis en matière de soutien local et régional à l'économie sociale. La reconnaissance des pôles dans le Plan d'action gouvernemental soutenue par un engagement financier, même en partie inadéquat et insuffisant, est à ranger dans la catégorie des bons coups. Toutefois, bien qu'un soutien minimal soit assuré pour 5 ans, l'absolue nécessité d'un soutien additionnel imposera une vigilance constante au cours de la prochaine année. Néanmoins, cette inscription dans le Plan d'action constituait un gain indéniable sur le plan politique. Même l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et la Fédération québécoises des municipalités (FQM) ont souligné l'importance de cette reconnaissance des pôles lors de l'annonce du PAGES. D'ailleurs, la reconnaissance de la responsabilité des municipalités en matière d'économie sociale dans la loi modifiant les structures de développement local et régional, sans offrir de garantie, constitue également un axe stratégique important sur lequel reconstruire l'écosystème de soutien. Plus généralement, cette conjoncture a rendu plus nécessaire que jamais le développement d'un cadre de référence pour outiller les acteurs de soutien, qu'ils soient expérimentés ou nouveaux dans le domaine. Un comité de travail a entamé des travaux qui devraient être complétés au cours de la prochaine année.

Bien qu'il soit trop tôt pour mesurer l'ensemble des retombées des décisions gouvernementales sur la création de nouvelles entreprises et la consolidation des entreprises existantes, il est intéressant de souligner que le développement de nouvelles entreprises et les projets de consolidation et d'expansion d'entreprises existantes se sont poursuivis toute l'année. Le RISQ et la Fiducie ont d'ailleurs continué à investir à un rythme similaire à l'année dernière.

Néanmoins, dès le début de l'année, la nécessité d'une diversification des foyers de développement et d'un accès facilité à un accompagnement adéquat sur tout le territoire ont été identifié comme axes prioritaires de travail. Parmi les nouveaux foyers de développement, soulignons la démarche de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), à laquelle le Chantier s'est associé, pour créer des cliniques coopératives de proximité et des résidences pour aînés. Citons également le travail d'UTILE en faveur du logement coopératif étudiant et l'adhésion de l'Association étudiante de Concordia qui, par voie référendaire, a accepté d'investir 1,85 M$ dans la création d'un fonds d'investissement à cette fin. Une autre heureuse nouvelle fut la création d'un nouveau réseau, le Réseau techno social de Montréal, initié par des entreprises d'économie sociale actives dans le secteur numérique, en collaboration avec d'autres acteurs dans le domaine. Ce réseau est source de nombreuses initiatives visant l'utilisation des nouvelles technologies à des finalités sociales.

Signe des temps, d'une manière inattendue, ce sont les fondations privées qui sont devenues des partenaires privilégiés dans la reconstruction de l'écosystème de soutien sur le plan territorial. Des démarches au cœur desquelles ce sont les universités et les cégeps, notamment quelques écoles de gestion, qui sont apparus comme des partenaires importants pour le futur. Ainsi, nous avons saisi les occasions offertes par quelques grandes fondations québécoises ou canadiennes pour concevoir des projets structurants pour le système de soutien à l'entrepreneuriat collectif. Pendant toute l'année, avec le soutien de la Fondation McConnell, le Chantier s'est impliqué très activement dans le projet CHNGR avec Concordia et le TIESS (projet RECODE). Un projet majeur visant la création d'un centre en innovation sociale en collaboration avec les HEC et Concordia est en phase de planification depuis l'hiver avec l'appui financier et en collaboration étroite avec la Fondation Saputo. Un ensemble de partenaires du Chantier ont été mobilisé pour contribuer à l'émergence de ce projet structurant dans le domaine du soutien aux entreprises.

CHNGR

CHANGER
L'ENTREPRENEURIAT
POUR UNE SOCIÉTÉ

+

DÉMOCRATIQUE
COLLABORATIVE
INNOVANTE
INCLUSIVE

www.chngr.ca

Maximiser l'impact social des entreprises d'économie sociale

Dans une perspective de développement et de consolidation des entreprises, ce projet a pour objectif de créer les conditions pour favoriser le changement d'échelle des entreprises collectives et sociales.

Les axes de service de ce centre pourraient se décliner de la façon qui suit :

- Offrir des services spécialisés de soutien et d'accompagnement
- Mettre en réseau et mobiliser des ressources et des partenaires
- Offrir des espaces d'innovation
- Rendre accessible des ressources universitaires

L'étude sur **la place des femmes en entrepreneuriat collectif**, financée par Condition féminine Canada, a permis au Chantier de tisser des liens constructifs avec des organisations de femmes actives dans le soutien entrepreneurial. Cette démarche a ouvert des perspectives de collaboration intéressantes avec Compagnie F et quelques groupes de femmes en région; les suites pourront aider à renforcer le système de soutien à l'entrepreneuriat collectif conjugué au féminin.

Nos collaborations avec les Premières Nations se sont consolidées et même élargies par le biais d'initiatives diverses, dont la poursuite de nos liens avec la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), la participation à une activité du *Cree Social Economy Roundtable*, la réalisation d'un contrat pour le Centre d'amitié autochtone de Montréal et le soutien à quelques projets d'entreprises autochtones.

Le renforcement de la cohérence et de la capacité du mouvement passe également par le **renforcement de la vie associative et l'autonomie financière du Chantier**, carrefour de ce mouvement. La désignation d'une personne responsable de la vie associative au sein de l'équipe a marqué un point tournant dans l'importance accordée à ce dossier. Ainsi, au cours de l'année, nous avons préparé le terrain pour un saut qualitatif sur le plan du membership (150 membres actuellement), du fonctionnement des collèges et comités du conseil d'administration et pour le service aux membres. Les statuts et règlements ont été révisés en fonction du lancement d'une campagne d'adhésion et une programmation d'activités automnales pour les membres à la Maison de l'économie sociale a été planifiée. Un comité ad hoc sur la vie associative composé d'administrateurs a été créé afin d'alimenter cette réflexion. Le conseil d'administration et le comité exécutif ont joué un rôle très actif, incluant le recrutement d'un nouveau directeur général.

Malheureusement, en cours d'année le conseil d'administration a été amputé de plusieurs réseaux majeurs qui ont disparus, dont l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDQ) et le Réseau des entreprises d'économie sociale en gestion de matières résiduelles. Toutefois, **plusieurs instances de la vie associative ont été renforcées**. Ainsi, le collège des pôles, en plus de ses rencontres régulières, a mis en place trois groupes de travail sur des enjeux prioritaires (positionnement, communications, relève) qui ont tenu des rencontres à distance tout au long de l'année. Ces rencontres ont mené à des échanges sur les meilleures pratiques et outils liés à ces thèmes et ont orienté les discussions aux rencontres nationales. Ils ont également donné lieu à une série de webinaires organisée par le Chantier en collaboration avec d'autres partenaires sur des sujets identifiés comme prioritaires par les pôles. Signe du succès de l'opération, le nombre d'inscrits à chaque webinaire a varié entre 51 et 114 personnes et le nombre moyen de participants était de 57. Le renforcement des pôles par la création d'antennes régionales du TIESS constitue également une avancée encourageante. Le comité jeunesse s'est aussi renforcé et a organisé plusieurs activités sur ses propres bases. Le comité ad hoc sur le cadre de référence a également repris ses travaux.

Finalement, le déménagement dans la nouvelle Maison de l'économie sociale, malgré les embûches inévitables au début d'un tel projet, a ouvert d'énormes possibilités de mobilisation et de dynamisation de la vie associative et des liens avec un ensemble de partenaires. Le regroupement de nombreux partenaires au sein de la Maison et les nombreux espaces accueillants représentent des acquis importants sur lesquels nous pourrons bâtir et qui contribueront au renforcement du Chantier comme carrefour du mouvement.

MAISON DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Un lieu, plusieurs organismes !

- Chantier de l'économie sociale
- Commerce solidaire
- RELIESS
- Forum mondial de l'économie sociale - GSEF2016
- Comité sectoriel de main d'oeuvre économie sociale et action communautaire (CSMO-ESAC)
- Fiducie du Chantier de l'économie sociale
- Fonds d'aide à la rénovation de l'habitation communautaire
- Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED)
- Pro-Consigne Québec
- Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)
- CHNGR

OUTILS

CONSOLIDER ET CRÉER, AU BESOIN, DES OUTILS DE DÉVELOPPEMENT

Cette orientation constitue toujours un axe important du travail du Chantier. Une partie du travail se fait directement par l'équipe du Chantier tandis que plusieurs volets se réalisent davantage par des partenaires stratégiques du Chantier (Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), Fiducie du Chantier, CSMO-ESAC, TIESS, Commerce solidaire), avec un appui direct ou indirect de notre part. Le présent rapport ne rend pas compte dans le détail du partage des rôles et responsabilités mais fait plutôt ressortir les impacts positifs pour le développement de l'économie sociale. Il importe toutefois de souligner que la clarification des rapports entre le Chantier et ses apparentés dans le cadre de la démarche « un chantier sur le Chantier » a bien servi, de sorte que les liens et le partage des responsabilités ont été clairs et efficaces tout au long de l'année.

Sur le plan des outils de capitalisation, l'année s'est soldée par des avancées concrètes en matière d'investissement. La recapitalisation du RISQ dans le cadre du PAGES, la création du Fonds d'aide à la rénovation de l'habitation communautaire par la Fiducie du Chantier, la participation de nouveaux investisseurs (SSQ, Fondation McConnell) à ce fonds, la volonté formelle de plusieurs autres partenaires (Fondation Chagnon, communautés religieuses) de s'impliquer dans la finance sociale et l'intérêt soutenu de la part de quelques grandes institutions financières pour des collaborations futures constituent certains des « bons coups » de l'année.

De plus, plusieurs démarches ont été entreprises nous permettant d'imaginer un véritable changement d'échelle dans les prochaines années en matière d'accès au capital. Soulignons la démarche avec le ministère de la Famille pour créer des outils de développement et de gestion des installations de CPE, la réflexion sur un partenariat financier avec des municipalités pour des infrastructures sociales et le début des travaux sur le créneau personnes âgées visant notamment à se doter d'un outil financier pour le développement de résidences pour aînés.

En collaboration avec le TIESS, la Fiducie du Chantier et le RISQ, de nouvelles avenues de financement par le biais du financement participatif (*crowdfunding*) et des obligations communautaires ont également été explorées. Sans que le Chantier en soit membre directement, la présence de CAP Finance, regroupant les acteurs de la finance sociale et le capital de développement, est un atout stratégique pour la réalisation de notre mission. Par ailleurs, les avancées dans le domaine de l'accès au capital pour les entreprises collectives sur le plan québécois et canadien se manifestent de plusieurs manières. Soulignons, par exemple, la participation du RISQ à *New Markets Fund* avec Van City et d'autres investisseurs de l'Ontario et d'Alberta, la création d'un réseau informel pancanadien d'institutions de la finance sociale, l'ouverture timide mais certaine du gouvernement du Canada à la finance sociale et l'investissement avec impact et les liens avec des initiatives au niveau international (*Task Force on Impact Investment* du G7).

L'accès aux marchés demeure une grande priorité pour nos membres. Ainsi, des ressources importantes de l'équipe ont été investies dans ce dossier, principalement par le soutien au développement de Commerce solidaire. Bien que la progression des ventes dans le volet regroupement d'achat (volet 1) se poursuive, à la fin de l'année le volume n'était pas encore suffisant pour permettre

une pleine autonomie financière du volet 1 ni le financement du volet 2 (visant la mise en place d'un portail de ventes de produits et de services). Toutefois, de nombreuses démarches ont été entreprises pour y arriver le plus rapidement possible, notamment pour répondre à l'intérêt grandissant des donneurs d'ordres institutionnels privés et publics pour des achats socialement responsables. L'annonce par la Ville de Montréal et la Ville de Longueuil d'intégrer des clauses sociales et l'intérêt soutenu par l'ECPAR (regroupement de responsables d'achats de grandes entreprises et institutions) exercent une pression importante pour accélérer la mise en place de cet outil de mise en marché des produits et services des entreprises d'économie sociale.

Heureusement, l'année s'est terminée sur une note optimiste avec l'identification du soutien potentiel d'un bailleur de fonds privé pour le volet 2 et une démarche avec nos partenaires du reste du Canada pour accéder à des ressources du gouvernement fédéral permettant à Commerce solidaire de se consolider au Québec, tout en offrant sa plateforme aux entreprises à travers le Canada. Si ces projets se réalisent, les entreprises auront accès à un soutien pour le développement du commerce électronique au cours de la prochaine année. Soulignons également que le travail de Commerce solidaire a aussi eu des impacts inattendus en permettant au Chantier de se rapprocher de plusieurs entreprises et réseaux d'entreprises qui, historiquement, étaient plutôt à la marge de nos réseaux ou qui ne s'identifiaient pas nécessairement à l'économie sociale.

commercesolidaire

La mission principale de Commerce solidaire consiste à améliorer le pouvoir d'achat des entreprises d'économie sociale, soutenir la commercialisation des produits et services auprès d'entreprises d'économie sociale et favoriser le développement local et la consommation responsable.

www.commercesolidaire.com

L'importance du transfert des connaissances acquises par les pratiques et la recherche a été identifiée depuis une décennie comme un outil essentiel et stratégique pour le mouvement. Enfin, nous y arrivons! La création du TIESS nous permet peu à peu de transférer ces connaissances de manière concrète à travers le Québec. Il s'agit d'un outil puissant à court, moyen et long terme. Le plein déploiement du TIESS pendant la dernière année a permis d'imaginer l'ampleur et le caractère structurant des impacts à venir. Le Chantier a investi beaucoup de temps et de ressources dans des projets conjoints ou au sein de divers comités du TIESS. Cet investissement a été, dès le départ, très rentable, permettant d'avancer sur des dossiers d'une importance stratégique : ressources naturelles, nouvelles voies de financement, ruralité, développement territorial, etc.

Le RELIESS, un outil plus modeste mais également très utile au Chantier pour faciliter le transfert des connaissances et des bonnes pratiques en matière de politique publiques à l'international. En plus de poursuivre la veille sur des nouvelles politiques publiques mises en place à l'international et d'alimenter son centre de documentation avec des outils et fiches sur ces questions, une nouvelle section a été créée sur les municipalités présentant les différents moyens par lesquels elles soutiennent l'économie sociale dans le monde.

Un nouveau volet de soutien aux entreprises s'est ouvert par la prise en compte des entreprises d'économie sociale dans la stratégie numérique du gouvernement du Québec. À la suite des représentations du Chantier, le budget 2015-2016 a ouvert le programme PME 2.0 à l'économie sociale et a permis l'amorce d'une stratégie de soutien au virage numérique. Le CEFRIO (centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations à l'aide des technologies de l'information et de la communication) a été mandaté par le MEIE pour développer cette stratégie en collaboration avec divers acteurs; le Chantier est un partenaire privilégié dans cette démarche. La mise en œuvre de cette stratégie fera partie des défis des prochaines années.

tiess
TERRITOIRES INNOVANTS EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
LIAISON ET TRANSFERT

Le TIESS est un organisme de liaison et transfert en innovation sociale (OLTIS). En agissant comme interface entre chercheurs et acteurs terrain, il vise à repérer, inventorier, éclairer et systématiser les innovations expérimentées par les entreprises et les organisations de l'économie sociale afin d'en favoriser la diffusion et l'appropriation.

www.tiess.ca

reliess
POLITIQUES PUBLIQUES EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Centre de référence et de liaison international

Centre de documentation en trois langues – plus de 200 documents sur les politiques publiques en économie sociale à travers le monde!

Nouvelle section sur les municipalités – Marchés publics, mesures sectorielles, outils financiers et bien plus encore!

www.reliess.org

RECONNAISSANCE

CONSOLIDER LA RECONNAISSANCE INSTITUTIONNELLE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Les impacts de la reconnaissance du Chantier comme interlocuteur privilégié du gouvernement en matière d'économie sociale ont commencé à se faire sentir cette année, autant dans nos rapports avec le gouvernement qu'avec des partenaires économiques plus traditionnels. De nombreux intervenants privés et institutionnels ont posé des gestes d'ouverture envers le Chantier et ses membres. Ainsi, l'économie sociale ou l'entrepreneuriat collectif est de plus en plus souvent intégré dans les interventions sur l'entrepreneuriat dans le discours d'instances comme le Conseil du patronat, les Manufacturiers et exportateurs du Québec, la Fondation de l'entrepreneurship, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Bien que timides, les percées auprès de ces intervenants ouvrent la voie à une reconnaissance accrue du rôle de l'économie sociale dans le développement économique et social du Québec.

Le Chantier s'est également bien positionné auprès des acteurs territoriaux, tant auprès des acteurs municipaux qu'auprès des organisations touchées par les coupures, dont les anciens Forum jeunesse, Solidarité rurale du Québec et le mouvement « Touches pas à ma région ». Le Chantier étant parmi les seules organisations relativement épargnées par les restructurations récentes, nous nous sommes portés à la défense des approches territoriales, ce qui a contribué à renforcer notre positionnement stratégique auprès des principales organisations actives dans ce domaine.

Bien entendu, tout au long de l'année, un suivi rigoureux de la loi-cadre a été assuré, principalement par la participation du Chantier à la Table des partenaires et dans la préparation du Plan d'action gouvernemental en économie social (PAGES) 2015-2020. Lors du lancement du PAGES, tout en soulignant l'absence de plusieurs mesures espérées, le Chantier a néanmoins salué les avancées de ce plan (capitalisation du RISQ, portrait statistique, création et financement substantiel de deux créneaux, relève dans la PME, soutien au travail des Premières Nations, ouverture dans le secteur numérique, soutien aux EESAD) et le renouvellement de mesures existantes (pôles, Chantier, programmes d'Investissement Québec).

Plan d'action gouvernemental en économie sociale – 2015-2020

Objectifs et mesures

1. Outiller les entreprises d'économie sociale à toutes les étapes de leur développement

2. Améliorer l'accès aux marchés et innover en économie sociale

3. Valoriser la réponse des entreprises d'économie sociale aux défis du vieillissement démographique

4. Encourager l'insertion socioprofessionnelle au sein des entreprises d'économie sociale

5. Soutenir l'entrepreneuriat collectif comme solution à la relève d'entreprises

6. Contribuer au développement des entreprises d'économie sociale sur tout le territoire

www.economie.gouv.qc.ca/economiesociale

Sur le plan de l'institutionnalisation de l'économie sociale, le contexte de reconfiguration des structures de développement a ouvert la porte à l'amorce ou la poursuite de démarches stratégiques avec les municipalités au sujet des marchés publics, des partenariats public-collectif en matière d'infrastructure sociale et quant au nouveau rôle des municipalités comme gouvernements de proximité. Les préparatifs d'une rencontre internationale sur l'économie sociale et les municipalités (*Global Social Economy Forum 2016* – GSEF2016), co-organisée par le Chantier et la Ville de Montréal, ouvrent également la voie à l'élargissement de cette réflexion en s'inspirant des meilleures pratiques au niveau international.

En raison de plusieurs éléments conjoncturels, le Chantier a aussi été particulièrement actif cette année dans la région métropolitaine. L'événement « Je vois Mtl » en novembre 2014 a été l'occasion de mettre en valeur les forces multiples de l'économie sociale dans la métropole et les suivis dans le cadre du nouveau « Je fais Mtl » favoriseront le soutien et la reconnaissance de sa contribution au développement et au rayonnement de la métropole. Le brassage de structures de développement local a également exigé une intervention politique importante du Chantier afin de préserver autant que possibles les acquis en la matière. Si les résultats de ce travail sont mitigés, il a tout de même permis de clarifier le mandat de chacun et identifier des collaborations entre divers partenaires de la métropole.

Tout au long de l'année, le rayonnement international du Chantier n'a pas diminué, notamment par le biais du RELIESS, la production d'articles dans des revues à l'étranger, l'accueil d'une douzaine de délégations étrangères, une présence et des prestations à des événements internationaux (Cuba, Mexique, États-Unis, France, Suisse, Corée du Sud) et un contrat de services avec le Centre de la francophonie des Amériques.

Le Chantier est également demeuré actif dans ses collaborations avec des partenaires du reste du Canada, participant à de nombreuses activités et débats organisés par CCEDNET, le Conseil des entreprises sociales du Canada, le réseau de la finance sociale, *Centre for Impact Investment* (MaRS) à Toronto, *Enterprise non-Profit* (ENP) et le regroupement informel *People-Centred Economy Group*. Ces rencontres et échanges nous permettent d'entretenir nos relations avec les principales organisations canadiennes et de poursuivre notre positionnement comme leader en économie sociale au Canada. Dans ce contexte, nous avons amorcé un rapprochement avec le gouvernement fédéral qui, espérons-le, nous permettra de mener à bien de nouveaux projets. Pour l'instant, nous avons déjà obtenu un premier résultat avec le financement du projet sur l'entrepreneuriat féminin par Condition féminine Canada et nous misons notamment sur le fédéral pour le soutien à la commercialisation.

Gsef | Montréal 2016
Forum mondial de l'économie sociale

Forum mondial de l'économie sociale

7-9 septembre 2016, Montréal

Le GSEF2016 constitue la troisième édition d'une grande rencontre internationale initiée par la Ville de Séoul en 2013, en collaboration avec ses partenaires locaux de l'économie sociale. L'édition de 2014 a donné lieu à la création d'une association internationale permanente, dont Montréal est membre, réunissant des gouvernements locaux et des acteurs de la société civile reconnaissant l'économie sociale et solidaire (ESS) comme facteur clé du développement économique local.

L'édition montréalaise du Forum, co-organisé par la Ville de Montréal et le Chantier de l'économie sociale, vise à rassembler plus de 2 000 acteurs internationaux. Le thème central du Forum est la collaboration entre les gouvernements locaux et l'ESS pour le développement des villes. Plus particulièrement, GSEF2016 présentera des pratiques qui créent des emplois, assurent une qualité de vie, contribuent à la cohésion sociale et soutiennent un développement plus intelligent et durable des villes.

www.gsef2016.org

Conseil d'administration

Président du conseil d'administration

Duguay, Patrick
Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais
** Membre du CE

Présidente-directrice générale

Neamtan, Nancy
Chantier de l'économie sociale
** Membre du CE

Regroupement des entreprises d'économie sociale

Beaudoin, Lucie (jusqu'en février 2015)
Regroupement québécois des entreprises d'économie sociale en gestion des matières résiduelles (RQEÉS-GMR)
** Membre du CE

Gravel, Richard
Collectif des entreprises d'insertion du Québec
** Trésorier - Membre du CE

Boucher, Louise
Réseau des centres de ressources périnatales du Québec
** Secrétaire - Membre du CE

Gasse, Marie-Claude (jusqu'en avril 2015)

Monette, Jacques (à partir de juin 2015)
Coalition des entreprises d'économie sociale en aide domestique

Lefebvre, Éric
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ) a/s Partenariat du Quartier des spectacles

Pitre-Robin, Claudette
Association québécoise des CPE (AQCPE) a/s Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie (RCEM)
** Membre du CE

Charest, Jean (jusqu'en mai 2015)

Gouin, Raymond (à partir de mai 2015)
Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA)

Marcoux, Vincent
Association des centres de traitement des dépendances du Québec

Regroupements d'organisations de soutien au développement de l'économie sociale

Gingras, Sylvana (jusqu'en février 2015)
Association des centres locaux de développement du Québec a/s CLD Montcalm

Morrissette, Pierre
Regroupement des CDEC du Québec a/s Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO)
** 2e vice-président - Membre du CE

Lalande, Frédéric
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO)

Cyr, Edith
Association des groupes de ressources techniques du Québec a/s Bâtir son quartier

Roy, Katerine
Réseau de la coopération du travail du Québec, coopérative de solidarité
** 1ère vice-présidente - Membre du CE

Mavungu, Roselyne
Réseau québécois du crédit communautaire (RQCC)

Pôles régionaux d'économie sociale

Dubois, Geneviève
Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie

Maziade, Linda
Pôle régional d'économie sociale de la Capitale-Nationale

Duguay, Patrick
Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

Luneau, Louiselle
Pôle régional d'économie sociale de l'Abitibi-Témiscamingue

Richard, André
Pôle régional d'économie sociale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
**Membre du CE

Centrales syndicales

Lapierre, Andrée
Confédération des syndicats nationaux - CSN

Coulombe, Isabelle
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

En 2014-2015, le conseil d'administration a tenu 5 rencontres.

Le comité exécutif, quant à lui, s'est réuni 9 fois.

Mouvement coopératif

Ouellet, Claude
Coopérative de développement régional du Bas-St-Laurent/Côte-Nord

Mouvement des femmes

Poste vacant

Mouvement communautaire

Chevrier, Ève-Isabelle
Table nationale des CDC

Premières Nations

Sioui, Niva
Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador

Autres grands mouvements

Poste vacant

Vaillancourt, Sonia
Conseil québécois du loisir

Membres d'office

Charest, Jacques
Fiducie du Chantier de l'économie sociale

Charpentier, Céline
CSMO de l'économie sociale et de l'action communautaire

Garant, Philippe
Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)

Vincent Van Schendel
TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire)

Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale

Sophie Morissette
Porte-parole du Comité jeunesse / Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie

Membres nommés par le CA

Mendell, Marguerite
École d'Affaires publiques et communautaires, Université Concordia

Équipe de travail

Béatrice Alain
Chargée de projet, Relations internationales, RELIESS, GSEF2016

Maude Brossard-Sabourin
Chargée de projet, Dossiers Jeunesse et vie associative

Martin Frappier
Directeur des communications

Josée Henri (À partir de mars 2015)
Ajointe à la direction

Moustapha Gueye
Comptable, B.A.A comptabilité

Geneviève Huot
Directrice de la recherche et de la formation

Carole Lévesque
Responsable des communications

Estelle Litalien (jusqu'en février 2015)
Adjointe à la direction

Nancy Neamtan
Présidente-directrice générale

François Vermette
Directeur du développement

Ressources contractuelles dédiées aux projets spéciaux :

Annie Béchard
Chargée de projet

Jean Bénard
Responsable, développement commercial, Commerce solidaire

France Benoît
Comptable (temps partiel)

Caroline Dufresne
Chargée de projet, Développement

Laura Espiau Guarner
Chargée de projet, GSEF 2016

Rym Lamrani
Chargée de projet

Le comité jeunesse s'est réuni deux fois, le comité international et le comité outils financiers et stratégies de capitalisation se sont réunis 1 fois. En ce qui concerne le comité ad hoc vie associative et le comité ad hoc cadre de référence, ils se sont réunis 2 fois.

CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

1431, rue Fullum, bureau 209
Montréal, Québec
H2K 0B5

Téléphone : 514-899-9916
Sans frais : 1-888-251-3255
Télécopieur : 514-899-0114

chantier.qc.ca

Conception graphique et mise en pages | Studio créatif Coloc – coop de travail [**www.coloc.coop**]